

Nicolas Sarkozy et l'école

I) Un délitement de la situation depuis que la droite est au pouvoir

- La France ne consacre aujourd'hui que 5,8 % de son PIB aux dépenses publiques d'éducation, contre 7,6 % en Suède ou en Norvège (dernier rapport de l'OCDE sur l'éducation).
- Depuis 2002, la France investit moins dans son école :
 - **Suppression de 15 000 postes** en deux ans,
 - **5 000 suppressions de postes dans le PLF 2007** ;
 - les 1000 postes d'enseignants supplémentaires prévus dans les collèges récemment labellisés « ambition réussite » ne seront pourvus que par redéploiement.
- Gilles de Robien semble ignorer la situation et préfère s'occuper de querelles dépassées, entre autres sur l'apprentissage de la lecture (la méthode globale est abandonnée depuis longtemps par la grande majorité des enseignants) ou le calcul mental.
- Rappelons enfin que selon Jean-François Copé, un professeur certifié en fin de carrière gagne 4 100 euros nets par mois (or le salaire de 85 % des enseignants est de 2 500 euros en fin de classe normale), cela en dit long sur la méconnaissance des ministres de la droite sur la réalité qui est celle des enseignants et sur leur manque de considération pour cette profession.

II) Le flou programmatique de Nicolas Sarkozy cache mal son mépris pour les enseignants

- Son discours de Maisons-Alfort du 2 février révèle une fois encore une vision simpliste et réactionnaire de l'école. « *Après mai 68, il ne s'est plus agi d'élever le niveau de chacun pour l'approcher le plus possible d'un idéal humain, mais d'abaisser le niveau de l'école pour le mettre à la portée du plus grand nombre !* »
- Nicolas Sarkozy chasse aussi sur les terres de la gauche pour gagner le vote des jeunes et des enseignants. À Angers, le 2 décembre 2006, il reprend par exemple à son compte la proposition de loi de Jean-Marc Ayrault de décembre 2005, proposition visant à réserver des places en classe préparatoire aux 6 % des meilleurs élèves de chaque lycée. « *Je vous propose (...) que (nous donnions) le droit aux 5 % des meilleurs élèves de chaque établissement de rejoindre une classe préparatoire aux Grandes Écoles.* » On ne peut pourtant qu'être dubitatif devant cette proposition, lorsqu'on sait que l'UMP (avec Nicolas Sarkozy) avait voté contre ce projet de loi.



- Nicolas Sarkozy affirmait encore le 1^{er} février dernier, dans le Figaro, son projet de réduire de 50 % le nombre de fonctionnaires. Depuis son arrivée au ministère de l'Intérieur, le nombre de fonctionnaires de police a augmenté. Où le candidat de l'UMP parviendra-t-il à trouver son quota de 50 % si ce n'est, entre autres, au Ministère de l'Éducation Nationale, qui emploie le plus grand nombre de fonctionnaires ?

- Emmanuelle Mignon, directrice des Études à l'UMP et très proche conseillère de Nicolas Sarkozy, s'est d'ailleurs prononcée à plusieurs reprises en faveur de la privatisation de l'Éducation Nationale. M^{me} Mignon a ainsi présenté ses idées dans *Le Monde* du 7 septembre 2004 : « *J'ai toujours été conservatrice, j'aime l'ordre. Je crois à l'initiative individuelle, à l'effort personnel et, en matière économique, à la main invisible du marché. Par exemple, je suis pour une privatisation totale de l'Éducation nationale.* »

III) L'école est au cœur de la campagne de Ségolène Royal et du projet socialiste

- À Grenoble, le 1^{er} février 2007, Ségolène Royal déclarait : « ***Je ne veux pas d'un projet où la jeunesse est infantilisée, considérée comme un danger. Je veux une société qui vous fait confiance.*** » La candidate socialiste a aussi rappelé que la société avait besoin des jeunes pour avancer, de leur « capacité d'indignation, de mobilisation, d'imagination ».

- On est là bien loin de Nicolas Sarkozy qui déclarait le lendemain : « *On méprise la jeunesse quand on lui pardonne tout. Quels éducateurs serons-nous (...) si les multirécidivistes n'ont rien à craindre ? Si les mineurs peuvent se livrer aux pires excès sans être punis ? Si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ?* »

- Le Parti Socialiste propose pour l'école des mesures très concrètes qui seraient appliquées en cas de victoire de la gauche :

- création d'un service public de la petite enfance, afin de corriger les inégalités sociales au berceau ;
- révision du fonctionnement des ZEP avec hausse des crédits pour les établissements les plus difficiles, baisse du nombre d'élèves par classe ;
- prise en compte de la mixité sociale dans les dotations accordées aux écoles privées sous contrat...

Nicolas Sarkozy au pouvoir, c'est la faillite assurée de l'école et des inégalités accrues !

